Urssaf
Caisse nationale

Au service de notre protection sociale

Stat'ur bilan
décembre 2024 - N°391

En 2023, le nombre d'heures déclaré par les particuliers employeurs continue de progresser

En 2023, le nombre de particuliers employeurs (à domicile ou d'assistants maternels) reste en hausse mais ralentit par rapport à l'année précédente (+ 0,5 % après + 1,4 % en 2022). Il atteint 3,35 millions d'employeurs, soit légèrement plus qu'en 2019 (+ 0,3 %). Comme en 2022, la hausse est entièrement portée par celle du nombre d'employeurs à domicile hors garde d'enfant (+ 2,5 % après + 2,6 %). Sur le champ de la garde d'enfant, la baisse du nombre de particuliers employeurs observée depuis 2014 continue et s'accentue en 2023 : - 4,0 % pour la garde d'enfant à domicile et - 3,6 % pour l'emploi d'assistants maternels, après respectivement - 1,5 % et - 1,1 % en 2022.

Le nombre d'heures déclaré par les particuliers employeurs accélère en 2023 (+ 1,0 % après + 0,4 % en 2022), en lien notamment avec l'évolution observée sur le champ hors garde d'enfant (+ 1,0 % après - 0,4 %). S'agissant de la garde d'enfant, le volume horaire des assistants maternels est toujours orienté à la hausse (+ 1,2 % après + 0,8 % en 2022) alors que celui des gardes d'enfants à domicile demeure en baisse (- 2,5 % après - 1,7 %).

Portée par les revalorisations du SMIC, la masse salariale nette versée par les particuliers employeurs (à domicile ou d'assistants maternels) accélère (+ 5,0 % en 2023 après + 3,3 %) et dépasse son niveau d'avant crise. Elle s'élève à 9,6 milliards d'euros en 2023.

Parmi les activités de services à la personne, l'« entretien du domicile » représente plus de la moitié du nombre d'heures déclarées en emploi direct, avec un taux de salaire horaire moyen de 12,7 euros. Les taux de salaire horaires diffèrent selon l'activité, allant de 11,1 euros pour la garde d'enfant à 24,8 euros pour le soutien scolaire.

Le nombre de salariés intervenant directement auprès des particuliers diminue de 2,2 % en 2023 (après - 1,6 % l'année précédente). En comparaison, les effectifs salariés des entreprises des secteurs de l'aide à domicile et de l'action sociale sans hébergement, qui couvrent l'essentiel du champ des prestataires de services à la personne, enregistrent une hausse de 1,3 % en 2023 (après + 0,5 %).

Le dispositif d'avance immédiate de crédit d'impôt (AICI), mis en place en 2022, prend de l'ampleur. Un peu plus de 300 000 employeurs en emploi direct en bénéficient en 2023, soit 18 % de la population éligible. Le recours à un prestataire (emploi indirect) permet aussi d'en bénéficier. 589 000 clients ont été concernés en 2023, pour des activités réalisés à domicile par environ 17 000 prestataires ; parmi eux plus de 20 % sont auto-entrepreneurs.

Le nombre de particuliers employeurs continue de progresser, portée par l'activité hors garde d'enfant ...

Le nombre de particuliers employeurs ayant fait au moins une déclaration au titre de 2023 s'établit à 3,35 millions, en hausse de 0,5 % sur un an, après + 1,4 % en 2022 (*tableau 1*). Comme en 2022, la hausse en 2023 est portée par l'emploi à domicile hors garde d'enfant : + 2,5 %, après + 2,6 % en 2022. Le nombre d'employeurs à domicile hors garde d'enfant continue d'augmenter depuis 2021 alors qu'il ne cessait de diminuer sur la période 2009-2020 ; fin 2023, ils représentent 2,3 millions de personnes (*graphique 1*).

Parmi ces derniers, le nombre d'utilisateurs du chèque emploi service universel (Cesu) concerne près de 2 millions de personnes et reste le dispositif majoritairement utilisé par les particuliers employeurs. Ce nombre progresse de 0,5 % en 2023 après + 1,5 % en 2022 (*tableau 1*). Les employeurs qui utilisent les services des associations mandataires, continuent de progresser de manière soutenue (+ 14,0 % en 2023 après + 9,5 %).

TABLEAU 1

nombre annuel de particuliers employeurs* par dispositif déclaratif	En niveau sur l'ensemble de l'année (millions)					Evolution en moyenne annuelle (%)				Evolution 2023 / 2019 (%)
	2019	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023	
Employeurs à domicile hors garde d'enfant (1)**	**2,21**	**2,17**	**2,22**	**2,28**	**2,33**	**-1,8**	**2,3**	**2,6**	**2,5**	**5,6**
Chèque emploi service universel (Cesu)	1,91	1,90	1,92	1,95	1,96	-0,4	1,2	1,5	0,5	2,8
Déclaration nominative simplifiée (DNS)	0,30	0,27	0,30	0,33	0,37	-10,7	10,3	9,3	13,9	22,7
dont associations mandataires	*0,28*	*0,26*	*0,3*	*0,33*	*0,37*	*-5,8*	*13,9*	*9,5*	*14,0*	*33,9*
Garde d'enfant à domicile (Paje-Ged) (2)**	**0,13**	**0,12**	**0,12**	**0,12**	**0,11**	**-4,0**	**-2,9**	**-1,5**	**-4,0**	**-11,7**
Total Emploi à domicile (1)+(2)	**2,34**	**2,29**	**2,34**	**2,39**	**2,45**	**-2,0**	**2,0**	**2,4**	**2,1**	**4,6**
Assistants maternels (Paje-AM) (3)	**1,00**	**0,97**	**0,95**	**0,94**	**0,9**	**-3,7**	**-1,8**	**-1,1**	**-3,6**	**-9,8**
Total particuliers employeurs (1)+(2)+(3)	**3,34**	**3,26**	**3,29**	**3,33**	**3,35**	**-2,5**	**0,9**	**1,4**	**0,5**	**0,3**
dont garde d'enfant (2) + (3)	1,13	1,09	1,07	1,06	1,02	-3,7	-1,9	-1,1	-3,7	-10

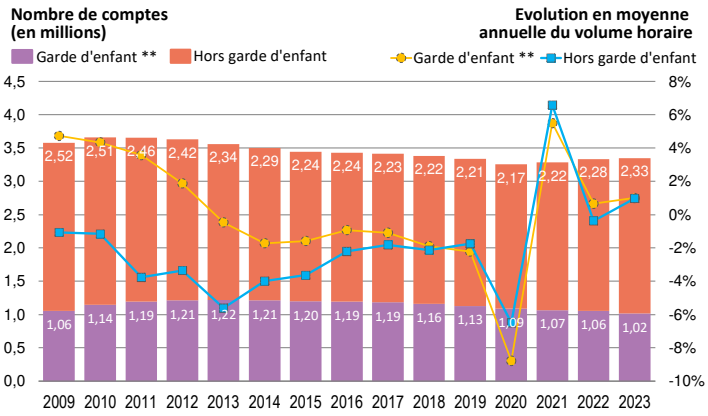
* Le nombre annuel de particuliers employeurs (3,35 millions en 2023) correspond au nombre de comptes employeurs ayant fait au moins une déclaration dans l'année. De fait, il diffère du nombre d'employeurs publié dans le suivi conjoncturel infra-annuel basé sur des observations trimestrielles (2,68 millions au quatrième trimestre 2023, *Stat'Ur n°390*). Par ailleurs, un même particulier peut compter plusieurs fois dès lors qu'il dispose de plusieurs comptes actifs dans des dispositifs différents (sources et méthodologie).

** La garde d'enfant à domicile correspond ici aux emplois déclarés via le dispositif Paje-Ged. Elle n'inclut donc pas l'activité de garde d'enfant déclarée via le Cesu qui, elle, est classée dans l'emploi à domicile hors garde d'enfants. En effet, le type d'activité réalisée via le Cesu n'étant renseignée dans les formalités déclaratives que depuis la fin 2021 (*cf. page 5*), il n'est pas possible de l'identifier sur longue période.

Source : Urssaf, Service Cesu, Service Pajemploi

GRAPHIQUE 1

nombre annuel de particuliers employeurs* et évolution en moyenne annuelle du volume horaire par grand type d'activité



Source : Urssaf, Service Cesu, Service Pajemploi

Cette forte dynamique s'explique en particulier par la facilité pour ces employeurs de bénéficier du dispositif d'avance immédiate de crédit d'impôt (*éclairage 1*). Ainsi, les utilisateurs de la DNS qui passent par les associations mandataires contribuent pour 80 % à la hausse du nombre d'employeurs à domicile hors garde d'enfant en 2023.

… alors que le nombre de particuliers employeurs de garde d'enfant continue de diminuer

La baisse du nombre d'employeurs de garde d'enfant (à domicile ou d'une assistante maternelle) s'accentue nettement en 2023 (- 3,7 % après - 1,1 % en 2022). Cette évolution concerne les deux modes de garde : le nombre d'employeurs de garde d'enfant à domicile diminue de 4,0 % en 2023, après - 1,5 % en 2022, tandis que les particuliers recourant à un assistante maternelle (salarié hors domicile) affichent une baisse de 3,6 % en 2023, après - 1,1 % en 2022 (*tableau 1*). Le nombre d'employeurs de garde d'enfant baisse régulièrement depuis 2014 et s'établit à un peu plus d'un million de personnes fin 2023 (*tableau 1*). Ce recul s'explique au moins en partie par l'accroissement tendanciel du nombre de places en établissements d'accueil du jeune enfant (rapport de l'Observatoire national de la petite enfance).

La masse salariale continue de progresser, portée par la hausse du taux de salaire horaire et, dans une moindre mesure, celle du nombre d'heures déclaré

La masse salariale nette versée par l'ensemble des particuliers employeurs poursuit sa progression en 2023 : elle s'élève à 9,6 milliards d'euros, soit 5,0 % de plus qu'en 2022, après + 3,3 % l'année précédente. Elle dépasse de 9,8 % son niveau de 2019 correspondant à la période avant covid (*tableau 2*).

En 2023, le dynamisme de la masse salariale résulte principalement de la hausse du taux de salaire horaire (+ 4,0 % après + 2,9 % en 2022) en lien notamment avec les revalorisations du Smic des 1er janvier et 1er mai 2023). Il s'explique aussi, dans une moindre mesure, par la progression du volume global d'heures déclaré (+ 1,0 % après + 0,4 % en 2022), lequel reste néanmoins inférieur au niveau enregistré avant la crise Covid (- 1,5 % par rapport à 2019).

Le volume horaire de la « garde d'enfant » croît globalement de 1,0 % en 2023 (après + 0,7 % en 2022) mais présente des évolutions différenciées selon le mode de garde : celui des assistances maternelles continue de progresser (+ 1,2 % après + 0,8 % en 2022) tandis que celui de la garde d'enfant à domicile demeure en baisse (- 2,5 % après - 1,7 %). Le nombre d'heures des assistants maternels reste inférieur de 1,6 % à son niveau de 2019 ; celui de la garde d'enfant à domicile recule de 11,4 % par rapport à 2019. La masse salariale versée aux assistants maternels progresse de 4,9 % en 2023 (après + 3,0 % en 2022) et dépasse de 6,8 % son niveau de 2019. Concernant l'activité au titre de la garde d'enfant à domicile, la progression du taux de salaire horaire moyen (+ 4,4 %) atténue l'impact de la baisse du nombre d'heures sur l'évolution de la masse salariale versée ; celle-ci croît de 1,8 % en 2023 (après + 1,7 %), mais reste néanmoins en retrait par rapport à 2019 (- 1,5 %).

Sur le champ de l'emploi à domicile hors garde d'enfant, le volume horaire déclaré repart à la hausse en 2023 (+ 1,0 % après - 0,4 % en 2022), en lien avec l'augmentation du nombre d'employeurs (+ 2,5 %), et repasse au-dessus de son niveau d'avant crise Covid (+ 0,3 % par rapport à 2019). La masse salariale nette progresse de 5,6 % en 2023 (après + 3,7 % en 2022), portée par l'augmentation du taux de salaire horaire (+ 4,6 %). Par rapport à 2019, la hausse est de + 14,0 %.

TABLEAU 2

masse salariale et nombre d'heures rémunérées annuels par dispositif déclaratif

	Masse salariale nette								Volume Horaire							
	En niveau (en millions d'euros)				Evolution annuelle (en %)			Evol. 2023 / 2019	En niveau (en millions)				Evolution annuelle (en %)			Evol. 2023 / 2019
	2020	2021	2022	2023	2021	2022	2023	(en %)	2020	2021	2022	2023	2021	2022	2023	(en %)
Cesu	3 715	4 127	4 266	4 475	+ 11,1	+ 3,4	+ 4,9	+ 20,0	334	364	362	363	+ 8,9	- 0,7	+ 0,3	+ 5,9
DNS	362	319	346	394	- 11,9	+ 8,6	+ 13,7	- 27,5	38	33	34	36	- 13,6	+ 3,0	+ 7,8	- 34,5
dont associations mandataires	324	311	340	388	- 4,3	+ 9,6	+ 14,0	+ 7,2	34	32	33	36	- 5,7	+ 3,5	+ 8,1	- 6,5
S/s total hors garde d'enfant à domicile (1)	**4 076**	**4 445**	**4 612**	**4 869**	**+ 9,1**	**+ 3,7**	**+ 5,6**	**+ 14,0**	**372**	**397**	**395**	**399**	**+ 6,6**	**- 0,4**	**+ 1,0**	**+ 0,3**
S/s total hors garde d'enfant à domicile y compris activité partielle	**4 331**	**4 449**	**4 612**	**4 869**	**+ 2,7**	**+ 3,7**	**+ 5,6**	**+ 14,0**	**393**	**397**	**395**	**399**	**+ 0,9**	**- 0,4**	**+ 1,0**	**+ 0,3**
S/s total garde d'enfant à domicile (Paje-Ged) (2)	**506**	**566**	**576**	**586**	**+ 11,9**	**+ 1,7**	**+ 1,8**	**- 1,5**	**54**	**59**	**58**	**57**	**+ 10,5**	**- 1,7**	**- 2,5**	**- 11,4**
S/s total garde d'enfant à domicile y compris activité partielle	**581**	**570**	**576**	**586**	**- 1,9**	**+ 1,0**	**+ 1,8**	**- 1,5**	**62**	**60**	**58**	**57**	**- 3,5**	**- 2,4**	**- 2,5**	**- 11,6**
Total emploi à domicile (1) + (2)	**4 582**	**5 012**	**5 187**	**5 455**	**+ 9,4**	**+ 3,5**	**+ 5,2**	**+ 12,1**	**426**	**456**	**454**	**456**	**+ 7,1**	**- 0,6**	**+ 0,5**	**- 1,4**
Total emploi à domicile y compris activité partielle	**4 911**	**5 019**	**5 187**	**5 455**	**+ 2,2**	**+ 3,4**	**+ 5,2**	**+ 12,1**	**455**	**457**	**454**	**456**	**+ 0,3**	**- 0,7**	**+ 0,5**	**- 1,4**
S/s total assistants maternels (Paje-AM) (3)	**3 601**	**3 848**	**3 964**	**4 156**	**+ 6,9**	**+ 3,0**	**+ 4,9**	**+ 6,8**	**997**	**1 049**	**1 057**	**1 070**	**+ 5,2**	**+ 0,8**	**+ 1,2**	**- 1,6**
S/s total assistants maternels y compris activité partielle	**3 828**	**3 857**	**3 964**	**4 156**	**+ 0,7**	**+ 2,8**	**+ 4,9**	**+ 6,8**	**1 061**	**1 051**	**1 057**	**1 070**	**- 0,9**	**+ 0,6**	**+ 1,2**	**- 1,6**
Total particuliers employeurs (1) + (2) + (3)	**8 183**	**8 860**	**9 151**	**9 611**	**+ 8,3**	**+ 3,3**	**+ 5,0**	**+ 9,8**	**1 423**	**1 505**	**1 511**	**1 526**	**+ 5,8**	**+ 0,4**	**+ 1,0**	**- 1,5**
Total particuliers employeurs y compris activité partielle	**8 740**	**8 875**	**9 151**	**9 611**	**+ 1,6**	**+ 3,1**	**+ 5,0**	**+ 9,8**	**1 423**	**1 508**	**1 511**	**1 526**	**+ 6,0**	**+ 0,2**	**+ 1,0**	**- 1,5**
dont garde d'enfant (2) + (3)	4 107	4 414	4 539	4 742	+ 7,5	+ 2,8	+ 4,5	+ 5,7	1 051	1 108	1 116	1 127	+ 5,5	+ 0,7	+ 1,0	- 2,2
dont garde d'enfant yc activité partielle	4 409	4 427	4 539	4 742	+ 0,4	+ 2,5	+ 4,5	+ 5,7	1 123	1 111	1 116	1 127	- 1,0	+ 0,4	+ 1,0	- 2,2

Source : Urssaf, Service Cesu, Service Pajemploi

Une évolution contrastée du volume horaire de l'emploi direct à domicile selon les régions

Sur un an, l'évolution du volume horaire déclaré de l'emploi à domicile (avec ou hors garde d'enfant) diffère selon les régions : il augmente dans les régions situées au sud de la métropole comme la Corse (+ 3,4 %), l'Aquitaine (+ 1,1 %), l'Occitanie (+ 1,6 %) ou la Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 1,6 %), alors qu'il recule dans celles situées au centre et au nord, en particulier dans le Limousin (- 4,2 %) et les Hauts-de-France (- 1,8 %). Dans les Drom, seule la Réunion enregistre une progression du volume horaire déclaré de l'emploi à domicile sur un an (+ 1,2 %). La Martinique affiche la plus forte baisse (- 7,4 %) par rapport à 2022. Ce territoire est le seul à afficher également une diminution de la masse salariale (- 2,4 %).

Par rapport à 2019, le nombre d'heures déclaré de l'emploi à domicile augmente en Corse, en Guyane, à la Réunion et dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Bretagne.

Le nombre d'heures déclaré pour l'emploi d'assistants maternels progresse dans la majorité des régions

La hausse du nombre d'heures déclarées pour l'emploi d'assistants maternels se poursuit en 2023 dans la majorité des régions. La Réunion, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Île-de-France enregistrent les plus fortes progressions sur un an du volume d'heures déclaré (respectivement + 4,8 %, + 3,6 % et + 3,4 %), suivies des régions situées au sud-est. Dans ces régions, le volume horaire a notamment dépassé son niveau d'avant la crise.

En revanche, le repli sur un an du volume d'heures atteint 3,5 % en Guyane, suivie par la Martinique (- 2,4 %) et la région Grand-Est (- 1,0 %). Toutes les régions voient leur masse salariale augmenter sur un an.

Plus de la moitié des régions affichent encore un volume d'heures déclaré des assistants maternels inférieur au niveau observé en 2019.

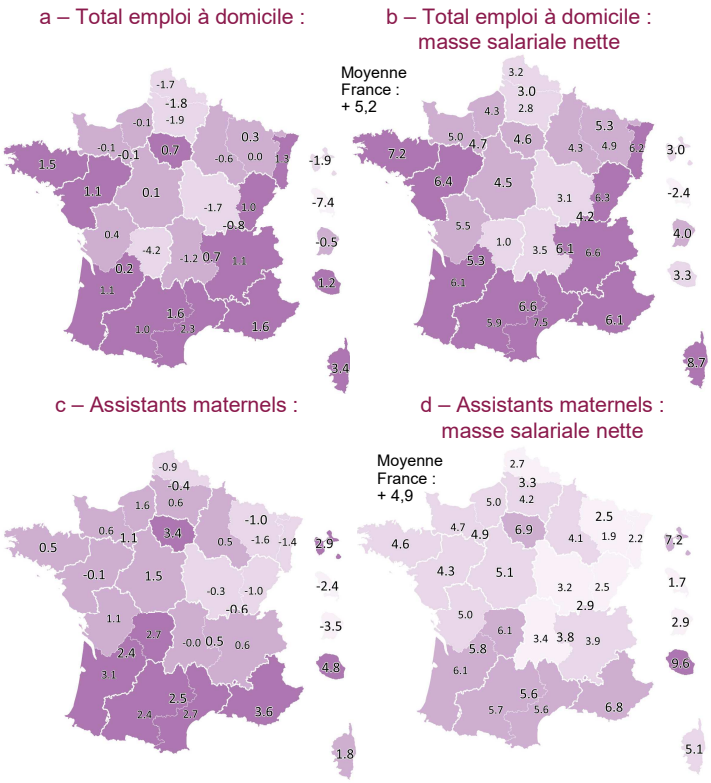
La quasi-totalité des employeurs bénéficie d'une mesure d'exonération depuis 2013

Le montant total des cotisations exonérées est de 1,36 milliard d'euros en 2023, soit 4,6 % de plus qu'en 2022, après une hausse de 2,3 % en 2021 (*tableau 3*). Le taux d'exonération apparent (rapport entre le montant d'exonérations et l'assiette brute) s'établit à 20,2 % en 2023 (20,3 % en 2022).

Les exonérations ciblées sur les « publics fragiles » concernent plus de 1 million de personnes, pour un montant de 980 millions d'euros. La déduction forfaitaire de 2 euros par heure déclarée mise en place en 2013 bénéficie à 1,3 million d'employeurs, pour un montant de 377 millions. Ainsi la quasi-totalité des employeurs bénéficie d'une mesure d'exonération. Compte tenu de la moyenne d'âge des particuliers employeurs, l'exonération « plus de 70 ans » est la plus fréquente : 853 000 employeurs en bénéficient en 2023

CARTES

évolution du volume horaire et de la masse salariale nette entre 2022 et 2023 (en %)



Source : Urssaf, Service Cesu, Service Pajemploi

TABLEAU 3

répartition des particuliers employeurs de salariés à domicile par catégorie d'exonération

	Effectifs[a] (en milliers)			Assiette brute (en millions d'euros) (1)			Exonérations[b] (en millions d'euros) (2)			Taux d'exo. (en %) (2) / (1)	
Catégorie d'employeurs	2022	2023	**Evolution 2023 / 2022 (en %)**	2022	2023	**Evolution 2023 / 2022 (en %)**	2022	2023	**Evolution 2023 / 2022 (en %)**	2022	2023
Hors garde d'enfant sans exo.	**2**	**1**	**- 10,0**	**8**	**7**	**- 0,1**					
Garde d'enfant sans exo.	**0**	**0**		**0**	**0**						
Bénéficiaires d'exonérations dont :	**2 373**	**2 427**	**+ 2,3**	**6 369**	**6 699**	**+ 5,2**	**1 298**	**1 357**	**+ 4,6**	**20,4**	**20,3**
Déduction 2 €	1 318	1 349	+ 2,3	2 949	3 074	+ 4,2	376	377	+ 0,4	12,7	12,3
Plus de 70 ans (1)	832	853	+ 2,6	2 067	2 193	+ 6,1	491	522	+ 6,3	23,8	23,8
Apa (2)	134	134	+ 0,2	765	800	+ 4,6	219	229	+ 4,6	28,7	28,7
Autres [c] (3)	90	91	+ 1,7	588	632	+ 7,5	211	228	+ 7,8	35,9	36,0
Total public fragile (1)+(2)+(3)	**1 055**	**1 078**	+ 2,2	**3 420**	**3 626**	+ 6,0	**922**	**980**	+ 6,3	27,0	27,0
Total général	**2 347**	**2 399**	**+ 2,2**	**6 377**	**6 706**	**+ 5,2**	**1 298**	**1 357**	**+ 4,6**	**20,3**	**20,2**

[a] Bénéficiaires (ou non) du dispositif au moins une fois sur le trimestre. Il n'y a pas égalité entre les totaux et la somme des effectifs des différentes catégories puisqu' un employeur peut cumuler plusieurs exonérations sur un même trimestre.

[b] Ce montant ne comprend pas les exonérations des heures supplémentaires instituées par la loi TEPA entrée en vigueur le 1er octobre 2007. En outre, les montants d'exonération présentés ici sont rattachés aux périodes d'emploi de l'année et diffèrent ainsi des données comptables diffusées par ailleurs.

[c] Particuliers bénéficiant d'une allocation spécifique telle que le complément d'éducation spéciale, l'allocation compensatrice ou la majoration pour tierce personne.

Source : Urssaf, Service Cesu, Service Pajemploi

pour un montant de 522 millions d'euros (+ 6,3 % par rapport à 2022 après + 3,1 % par rapport à 2021), soit 39 % des cotisations exonérées de l'année 2022. L'assiette exonérée est toutefois plafonnée pour ce dispositif. Près de 6 % des employeurs dépassent le plafond en 2023, comme en 2022. Le taux d'exonération apparent de cette mesure atteint 23,8 %, soit un niveau inférieur à celui des autres dispositifs pour publics fragiles (27,0 %) en raison du plafonnement.

134 000 particuliers employeurs perçoivent l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa, + 0,2 %) et totalisent 229 millions d'euros de cotisations exonérées (+ 4,6 % après + 3,4 % en 2022). Ces chiffres ne concernent que les bénéficiaires de l'Apa utilisant l'emploi direct de salarié ; ils n'intègrent pas les personnes résidant dans un établissement social ou médico-social.

Le nombre de salariés à domicile continue de baisser pour toutes les catégories d'emploi

En 2023, les employeurs ont fait appel à 810 000 salariés via le Cesu (*tableau 4*), soit 1,2 % de moins qu'en 2022. Le nombre de salariés déclarés via Cesu continue donc de diminuer (*graphique 2*) et reste ainsi inférieur à son niveau de 2019 (- 3,9 %). 115 000 salariés déclarés pour de la garde d'enfant à domicile ont été déclarés via le dispositif Pajemploi (Paje-Ged) au titre de l'année 2023 (*tableau 4*), soit 4,2 % de moins qu'en 2022 (après - 1,0 %) et 13,8 % de moins qu'en 2019. En 2023, on dénombre 237 000 assistants maternels déclarés via Pajemploi (Paje-AM, *tableau 5*), soit 4,3 % de moins qu'en 2022 (après - 4,2 %). L'évolution est orientée à la baisse depuis 2013 (*graphique 2*) ; on dénombre 18,2 % de salariés de moins qu'en 2019. Au total, 1,16 million de salariés sont comptabilisés sur les trois dispositifs (certains œuvrant simultanément sur plusieurs d'entre eux). Ce nombre est en baisse de 2,2 % par rapport à 2022 (après - 1,6 %), et de 8,2 % par rapport à 2019.

Les salariés de l'emploi direct à domicile sont majoritairement à temps partiel...

Les salariés du Cesu perçoivent un salaire horaire net de 12,3 €, en hausse de 4,6 % sur un an et de 13,4 % par rapport à 2019, en lien notamment avec les revalorisations successives du Smic au 1er janvier et au 1er mai 2023. Ces salariés ont en moyenne 3,2 employeurs (*tableau 4*). Leur activité est irrégulière : ils réalisent en moyenne 37 heures rémunérées par mois et près de 7 sur 10 exercent pour moins de 25 % d'un temps plein (*tableau 5*). Ainsi, les salariés du Cesu représentent 179 000 équivalents temps plein en 2023 (ETP, calculés sur la base de 39 heures rémunérées par semaine, soit 2 208 heures par an). Leur salaire net mensuel moyen s'élève à 461 euros (tableau 4).

De la même manière, les salariés déclarés pour de la garde d'enfant à domicile (Ged) ont un nombre d'heures rémunérées mensuel moyen de 41 heures et près de 70 % d'entre eux exercent pour moins de 25 % d'un temps plein (*tableau 5*) . Ainsi, les 115 000 gardes d'enfant à domicile représentent 28 000 ETP en 2023. Ces salariés ont en moyenne 1,3 employeur. Leur salaire net mensuel est de 424 € (*tableau 4)*. Leur taux horaire, qui s'établit à 10,3 € en 2023, est en hausse de 4,4 % par rapport à 2022 et de 11,2 % par rapport à 2019.

...contrairement aux assistants maternels

Les assistants maternels ont un nombre moyen d'heures rémunérées nettement plus élevé que les gardes d'enfant à domicile ou les salariés du Cesu (376 heures par mois contre respectivement 41 et 37 heures) en raison de la garde simultanée de plusieurs enfants (*tableau 4*). En effet, le volume horaire déclaré dépend du nombre d'enfants gardés : la garde de deux enfants pendant une heure conduit à la déclaration de deux heures de travail. Leur rémunération horaire nette moyenne n'est que de 3,9 euros mais leur salaire mensuel est nettement plus élevé que celui des salariés à domicile (1 461 euros en moyenne en 2023).

TABLEAU 4

les salariés par type déclaratif* en 2023

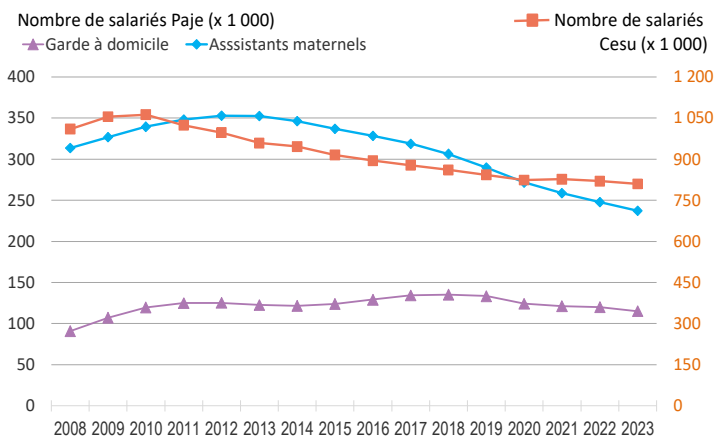
Type déclaratif	Nombre de salariés			Volume horaire mensuel moyen	Salaire mensuel net moyen (en euros)	Salaire horaire net			Nombre moyen d'employeurs dans l'année
	Niveau (en milliers)	Evolution 2023 / 2022	Evolution 2023 / 2019			Niveau (en euros)	Evolution 2023 / 2022	Evolution 2023 / 2019	
Cesu	810	-1,2	-3,9	37	461	12,3	+ 4,6	+ 13,4	3,2
Paje-Ged	115	-4,2	-13,8	41	424	10,3	+ 4,4	+ 11,2	1,3
Paje-AM	237	-4,3	-18,2	376	1 461	3,9	+ 3,6	+ 8,6	4,4
Total	**1 162**	**- 2,2**	**- 8,2**	**107**	**661**	**6,2**	**+ 3,8**	**+ 12,6**	**3,3**

** Hors salariés déclarés en DNS. Le total comprend des salariés dans plusieurs dispositifs*

Source : Urssaf,Service Cesu, Service Pajemploi

GRAPHIQUE 2

nombre annuel de salariés par type déclaratif (hors DNS)



Source : Urssaf,Service Cesu, Service Pajemploi

TABLEAU 5

répartition des salariés selon leur temps de travail

	Cesu		Paje-Ged		Paje-AM	
	Effectif (en milliers)		Effectif (en milliers)		Effectif (en milliers)	
Nombre de salariés	**810**	**100,0%**	**115,1**	**100,0%**	**237**	**100,0%**
inferieur à 0,25 ETP	559	69,0%	80	69,2%	16	6,9%
0,25 à 0,5 ETP	132	16,3%	16	14,0%	22	9,3%
0,5 à 0,75 ETP	71	8,7%	8	6,9%	47	19,6%
0,75 à 1 ETP	34	4,2%	6	5,3%	76	31,9%
1 ETP ou plus	15	1,8%	5	4,7%	77	32,3%
Nombre de salariés ETP	**179**		**28**		**201**	

* Le calcul du nombre de salariés en équivalent temps plein (ETP) est réalisé sur la base de 39h par semaine. Pour des questions d'harmonisation de la méthodologie de calcul et de comparaison, la base de 39h hebdomadaire est retenue pour les trois dispositifs (Cesu, Paje-Ged et Paje-AM). Le nombre d'ETP en 2023 est donc calculé en divisant le nombre d'heures rémunérées par 2 028 (39 heures * 52 semaines dans une année). Pour la Paje-AM, dans la mesure où une assistante maternelle peut garder plusieurs enfants sur une même période horaire, l'ETP est estimé en prenant la durée maximale de garde par salarié.

Source : Urssaf,Service Cesu, Service Pajemploi

Pour près de 2 salariés sur 3, l'activité approche le temps plein. Le nombre d'assistants maternels, qui s'établit à 237 000 en 2023, correspond approximativement à 201 000 ETP. Ces salariés ont en moyenne 4,4 employeurs dans l'année.

L'« entretien du domicile » représente plus de la moitié du volume d'heures des activités à domicile en emploi direct

Le détail des activités exercées par les salariés déclarés via le Cesu est déclaré depuis fin 2023 et est donc mesurable sur une année entière depuis 2022 [1]. Les activités d'« entretien du domicile » sont, de loin, les plus fréquentes (*tableau 6*). En 2023, elles concernent 1,72 million d'employeurs (73,2 % du total), soit 2,0 % de plus qu'en 2022. Elles regroupent 228 millions d'heures sur l'année (+ 0,9 % par rapport à 2022), soit 54,3 % du volume total d'heures déclarées par Cesu ou Paje-Ged, pour une masse salariale de 2 831 millions d'euros (56,0 % du total). Le taux de salaire horaire moyen par déclaration est de 12,76 € (contre 12,05 € toutes activités confondues). Cette activité est portée par l' « Entretien quotidien et travaux ménagers du domicile » à hauteur de 89 % du nombre d'heures et 87 % de la masse salariale de la catégorie.

L'« assistance au quotidien » est le second motif de déclaration au Cesu : 210 000 employeurs actifs, soit 5,7 % de plus qu'en 2022). Cette catégorie d'activités représente 91 millions d'heures travaillées (21,7 % du total) pour une masse salariale de 1 099 millions d'euros, soit un taux horaire moyen de 12,76 €. 95 % du volume d'heures de cette catégorie est couvert par l'activité « aide et assistance aux personnes âgées ou handicapées », laquelle affiche le taux de salaire (12,90 €) parmi les plus faibles des activités hors garde d'enfant. Le volume horaire de cette activité progressé de 6,0 % par rapport à 2022.

L'activité de garde d'enfant regroupe les employeurs ayant déclaré cette activité via le Cesu et ceux ayant déclaré la garde d'enfant à domicile via le service Pajemploi. 158 000 employeurs ont eu recours à cette activité au cours de l'année 2023 (- 2,3 % par rapport à 2022) avec 68 millions d'heures déclarées (16,2 % du total). Ce volume horaire est en baisse de 1,1 % par rapport à 2022. La masse salariale s'élève à 708 millions d'euros et le taux horaire est de 11,09 €.

Le soutien scolaire ou cours à domicile et les autres activités (comme l'assistance informatique) sont des activités très occasionnelles comme en témoigne le volume d'heures (respectivement 0,5 % et 0,9 % du total).

Toutes activités confondues, les salariés sont très majoritairement des femmes (87,4 % d'entre eux). Les activités où les femmes sont le plus représentées sont la garde d'enfants (97,4 %) et l'entretien quotidien et travaux ménagers du domicile (96,3 %). Inversement, les activités de « petit jardinage » et « petit bricolage » emploient peu des femmes (respectivement 5,6 % et 4,6 %). L'assistance informatique à domicile complète le podium (41,4 % de femmes).

Le recours aux entreprises prestataires accélère

Les évolutions présentées dans les développements précédents ne concernent que l'emploi direct à domicile. Elles ne prennent donc pas en compte le champ des prestataires, lequel connaît un certain dynamisme depuis 2010, comme en témoigne la hausse de 18,6 %

TABLEAU 6

les particuliers employeurs par activité à domicile en 2023 (champ : utilisateurs de Cesu ou Paje-Ged) [a], [b]

Activité	Nombre d'employeurs [d]		Evolution du nombre employeurs 2023/2022	Volume horaire (milliers)		Evolution du Volume horaire 2023/2022	Masse salariale (milliers d'euros)		Taux horaire moyen par déclaration (euros)	% Femmes salariés
Accompagnement ou conduite de véhicule pour les personnes temporairement dépendantes	661	0,0%	1,2%	70	0,0%	7,1%	906	0,0%	14,28	62,4%
Accompagnement ou conduite du véhicule de pers. agées ou handicapées	3 253	0,1%	8,7%	574	0,1%	4,2%	7 451	0,1%	14,03	59,8%
Aide et assistance aux personnes agées ou handicapées	178 558	7,6%	6,0%	86 393	20,6%	6,0%	1 034 733	20,5%	12,90	88,2%
Aide et assistance aux personnes temporairement dépendantes	7 677	0,3%	5,7%	1 466	0,3%	7,7%	18 534	0,4%	13,47	90,8%
Assistance administrative à domicile	6 116	0,3%	2,3%	1 124	0,3%	1,8%	17 884	0,4%	17,09	80,6%
Assistance informatique à domicile	8 582	0,4%	4,1%	155	0,0%	-0,9%	3 123	0,1%	27,68	41,4%
Interprète auprès de personnes sourdes ou malentendantes	118	0,0%	-1,7%	17	0,0%	20,2%	275	0,0%	17,75	77,2%
Préparation et livraison de repas à domicile aux pers. âgées ou handicapées	2 866	0,1%	-0,7%	633	0,2%	-1,3%	7 849	0,2%	12,72	86,5%
Soins esthetiques à domicile aux personnes âgées ou handicapées	420	0,0%	3,7%	43	0,0%	1,2%	529	0,0%	16,39	93,0%
Soins et promenades d'animaux de compagnie aux pers. âgées ou handicap.	1 047	0,0%	7,1%	99	0,0%	1,7%	1 236	0,0%	12,84	73,6%
Téléassistance aux personnes âgées ou handicapées ou isolées	361	0,0%	-10,4%	75	0,0%	-10,4%	829	0,0%	12,30	87,7%
Sous-total Assistance au quotidien [c]	**209 659**	**8,9%**	**5,7%**	**90 649**	**21,6%**	**5,9%**	**1 093 349**	**21,6%**	**12,76**	**87,9%**
Soutien scolaire ou cours à domicile	68 783	2,9%	3,5%	2 197	0,5%	3,8%	50 420	1,0%	24,84	64,6%
Sous-total Cours particuliers	**68 783**	**2,9%**	**3,5%**	**2 197**	**0,5%**	**3,8%**	**50 420**	**1,0%**	**24,84**	**64,6%**
Entretien quotidien et travaux ménagers du domicile	1 360 575	58,1%	1,6%	202 466	48,2%	1,0%	2 457 803	48,6%	12,29	96,3%
Gardiennage et entretien du domicile	23 398	1,0%	-9,9%	6 223	1,5%	-4,1%	74 582	1,5%	12,65	50,7%
Livraison de course ou de linge à domicile	5 476	0,2%	-9,3%	326	0,1%	-6,6%	3 944	0,1%	12,35	89,0%
Petit bricolage	38 566	1,6%	-0,4%	2 847	0,7%	-8,7%	40 822	0,8%	15,34	4,6%
Petit jardinage	288 176	12,3%	5,3%	16 227	3,9%	3,4%	255 323	5,0%	17,08	5,6%
Sous-total Entretien du domicile [c]	**1 716 191**	**73,2%**	**2,0%**	**228 090**	**54,3%**	**0,9%**	**2 832 475**	**56,0%**	**12,74**	**87,5%**
Accompagnement et garde d'enfant	151 903	6,5%	-2,7%	65 350	15,6%	-1,4%	676 302	13,4%	10,86	97,9%
Accompagnement et garde d'enfant handicapé	6 424	0,3%	1,4%	2 588	0,6%	6,7%	31 493	0,6%	15,29	86,5%
Sous-total Garde d'enfant	**158 327**	**6,8%**	**-2,3%**	**67 938**	**16,2%**	**-1,1%**	**707 796**	**14,0%**	**11,09**	**97,4%**
Autres activités ou services	25 013	1,1%	-17,7%	3 945	0,9%	-15,6%	58 395	1,2%	19,18	55,2%
Sous-total Autres	**25 013**	**1,1%**	**-17,7%**	**3 945**	**0,9%**	**-15,6%**	**58 395**	**1,2%**	**19,18**	**55,2%**
Non renseigné (déclarations papiers) [e]	**165 511**	**7,1%**	**-15,3%**	**27 050**	**6,4%**	**-14,7%**	**315 352**	**6,2%**	**12,19**	**87,9%**
Total [c]	**2 343 484**	**100,0%**	**0,3%**	**419 870**	**100,0%**	**0,2%**	**5 057 786**	**100,0%**	**12,05**	**87,4%**
Total employeurs distincts [c]	**2 057 679**									

(a) Ce tableau porte sur les utilisateurs du Cesu (1,96 million) ou de la Paje-Ged (0,11 million). La DNS ne précise en effet pas l'activité exercée. Les cotisants en accueil familial (14 900 en 2023) sont en outre exclus.

(b) Certains intitulés d'activité étant proches (par exemple « préparation et livraison de repas à domicile aux personnes âgées ou handicapées » et « livraison de courses »), il est possible qu'une même activité soit déclarée différemment selon l'employeur.

(c) Un employeur pouvant déclarer plusieurs types d'activité, le total du nombre d'employeurs est inférieur à la somme du nombre d'employeurs par activité. Ainsi, sur 2,06 millions d'employeurs distincts, 87,7 % déclarent une seule activité, 10,9 % en déclarent deux et 1,4 % au moins trois. Les lignes « Sous-total » et « Total » dénombrent des couples (activité,employeur) contrairement à la dernière ligne du tableau qui ne compte qu'une fois chaque employeur même lorsqu'il recoure à des activités différentes.

(d) Les déclarations Cesu faites sous format papier ne permettent pas de renseigner l'activité. Dans le *Stat Ur n°374*, cette ligne avait été classée dans la catégorie « Assistance au quotidien » sous le terme « emploi familial ». Elle est désormais présentée comme une catégorie à part.

Source : Urssaf, Service Cesu, Service Pajemploi

(1) Les évolutions annuelles par activité du nombre d'employeurs et du volume horaire (*tableau 6*) peuvent être impactées par la baisse du nombre de déclarations sur support papier, pour lesquelles l'activité n'est pas renseignée. Celles-ci représentent 6,4 % du volume horaire global en 2023, contre 7,6 % en 2022.

entre 2010 et 2023 des effectifs salariés des secteurs de l'aide à domicile (8810A) et de l'action sociale sans hébergement (8899B, *graphique 3*). Après un ralentissement en 2022, la progression s'accentue à nouveau en 2023 : ils augmentent ainsi de 1,3 % par rapport à 2022, après + 0,5 % l'année précédente.

Delphine Blanchet
Marine Koch Mathian
Sophie Rivière
Viviana Zamfir
Urssaf caisse nationale – Disep

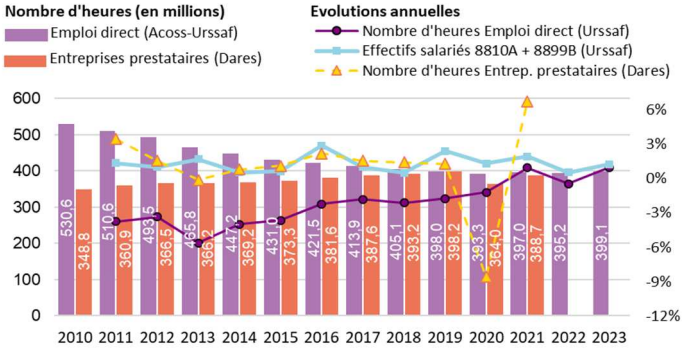
Nadège Bargoin
Urssaf Rhône-Alpes – Service Cesu

Nadège Soleilhac
Magali Venzac
Urssaf Auvergne – Service Pajemploi

Séverine Tromparent
Urssaf Bourgogne

GRAPHIQUE 3

le nombre d'heures rémunéré en emploi direct et via des entreprises prestataires (en millions) *



* Les données de la Dares sur le nombre d'heures réalisées par les entreprises prestataires ne sont pas disponibles pour 2022 et 2023.

Source : Urssaf, Service Cesu, Dares PoEm/Nova

ÉCLAIRAGE 1 : le recours à l'Avance immédiate du crédit d'impôt (AICI) en emploi direct en 2023

L'avance immédiate de crédit d'impôts (AICI) mise en place en 2022 est un service optionnel et gratuit proposé par l'Urssaf qui permet de bénéficier sans délai du crédit d'impôt octroyé en cas d'emploi d'un salarié à domicile (*cf. encadré 1*). Elle est ouverte à la fois aux particuliers employeurs en emploi direct ainsi qu'aux clients d'un organisme de services à la personne (OSP, *éclairage 2*). S'agissant de l'emploi direct, l'AICI concerne uniquement l'offre Cesu et exclut les bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (Apa) ou de la Prestation compensatoire du handicap (PCH). Ces derniers représentent environ 130 000 personnes en 2023 exclues du dispositif.

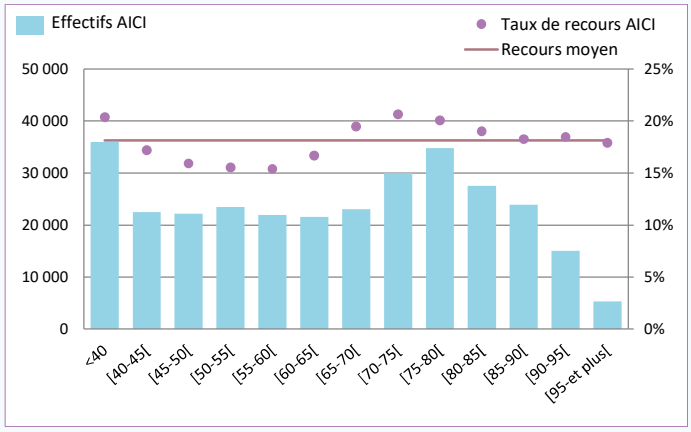
18 % des employeurs en emploi direct ont bénéficié de l'AICI en 2023

En 2023, 307 200 particuliers employeurs, soit 18,2 % de la population éligible, ont bénéficié de l'AICI (*tableau A*). Cette part est plus élevée pour les particuliers bénéficiaires d'une allocation spécifique : 21,2 %. Les bénéficiaires de l'AICI représentent respectivement 15,2 % et 15,8 % des heures et de la masse salariale en 2023 (*tableau B*).

Le recours à l'AICI en emploi direct est plus élevé chez les employeurs les plus jeunes et ceux du troisième âge...

L'âge moyen des employeurs recourant à l'AICI est de 64 ans, soit un âge comparable à ceux qui n'y recourent pas (63 ans, *tableau B*). Parmi les bénéficiaires de l'AICI, les employeurs de moins de 40 ans (20,4 %) et les 65-80 ans (20,1 % en moyenne) y recourent davantage que les autres classes d'âges (*graphique A*). *A contrario*, les plus employeurs de 45 à 60 ans présentent un taux de recours moyen de 15,6 %.

GRAPHIQUE A : effectifs des particuliers employeurs AICI en emploi direct et taux de recours selon leur âge



Source : Urssaf, Service Cesu

TABLEAU A : les particuliers employeurs bénéficiant de l'AICI en emploi direct selon leur exonération

Exonération	Employeurs éligibles à l'AICI (1)	Bénéficiaires de l'AICI (2)	Taux de recours à l'AICI (1)/(2)
Plus de 70 ans	677 501	133 960	19,8%
APA/PCH	-	-	-
Sans Exo	997 317	168 898	16,9%
Autres *	35 422	7 513	21,2%
Total employeurs distincts**	**1 692 558**	**307 205**	**18,2%**

* Particuliers bénéficiant d'une allocation spécifique telle que le complément d'éducation spéciale, l'allocation compensatrice ou la majoration pour tierce personne.

** Un employeur pouvant bénéficier de plusieurs exonérations, le total est inférieur à la somme du nombre d'employeurs bénéficiant de chaque exonération.

Source : Urssaf, service Cesu

TABLEAU B : les particuliers employeurs bénéficiant de l'AICI en emploi direct en 2023

Indicateurs	AICI	Hors AICI	Total	Part AICI
Nombre d'employeurs distincts	307 205	1 492 702	1 692 558	18,2%
Age moyen	63,9	63,4	63,5	
Nombre de déclarations (milliers)	2 899	13 493	16 392	17,7%
Nombre d'heures (millions)	45,5	232,6	278,1	16,3%
Masse salariale (millions d'euros)	591,6	2 903,7	3 495,4	16,9%
Taux horaire	13,01 €	12,48 €	12,57 €	

Source : Urssaf, service Cesu

TABLEAU C : répartition des employeurs en emploi direct selon le type de déclaration et le type d'activité déclarée *

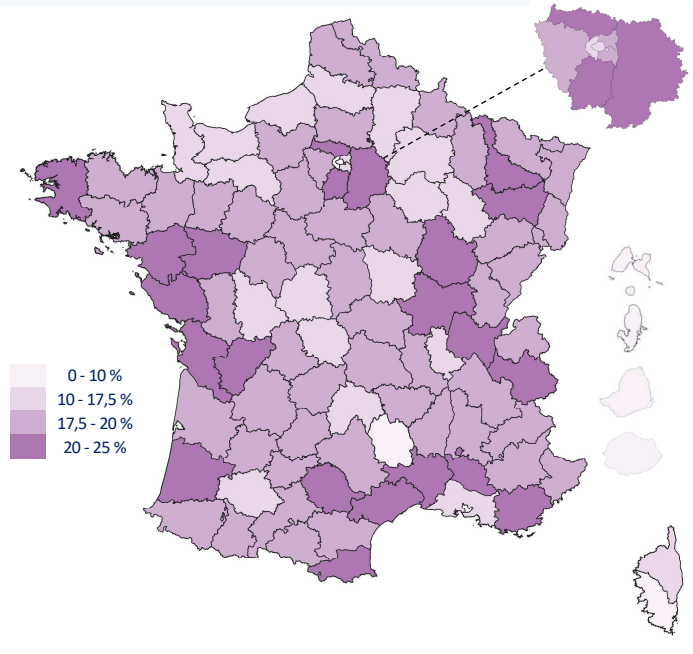
Libellé activité	Total employeurs éligibles * (1)		Bénéficiaires de l'AICI * (2)		Taux de recours à l'AICI (1)/(2)
Assistance	132 146	7,4%	27 235	8,1%	20,6%
dont Aide et assistance aux personnes agées ou handicapées	*110 336*	*6,1%*	*21 727*	*6,3%*	*19,7%*
Cours particuliers	68 591	3,7%	16 633	4,8%	24,2%
Entretien du domicile	1 512 380	85,4%	266 418	83,8%	17,6%
dont Entretien de la maison et travaux ménagers	*1 318 199*	*68,2%*	*235 431*	*68,2%*	*17,9%*
Garde d'enfant	43 983	2,3%	7 551	2,2%	17,2%
Autres**	23 694	1,2%	3 638	1,0%	15,4%
Total employeurs distincts	**1 692 558**	**100,0%**	**307 205**	**100,0%**	**18,2%**

* Les dénombrements sont réalisés en notion d'employeurs distincts sur chacune des lignes du tableau de manière à ce que la déclinaison par activité du taux de recours à l'AICI soit directement comparable au taux calculé sur l'ensemble des employeurs distincts. En revanche, la répartition par activité du nombre d'éligibles et du nombre de bénéficiaires de l'AICI est calculée sur les couples (activité, employeur).

** Particuliers bénéficiant d'une allocation spécifique telle que le complément d'éducation spéciale, l'allocation compensatrice ou la majoration pour tierce personne.

Source : Urssaf, service Cesu

CARTE A : part des particuliers employeurs utilisant l'AICI en emploi direct



… en lien avec le type d'activité

Ces écarts par tranche d'âge se retrouvent de façon plus nette au niveau des types d'activité. Le taux de recours à l'AICI s'élève ainsi à 24,2 % pour les activités de cours particuliers, qui concernent des employeurs relativement jeunes, et à 20,6 % pout les activités d'assistance qui, elles, s'adressent pour l'essentiel aux employeurs les plus âgés (*tableau C*).

Le recours à l'AICI en emploi direct est plus faible dans les départements ruraux

Les départements ruraux au centre de la Métropole utilisent peu l'AICI : 13,0 % d'employeurs dans l'Orne, 13,3 % en Lozère, 13,4 % en Creuse, 13,8 % dans le Cantal, 13,9 % dans la Manche). Les territoires ultra marins sont également de faibles utilisateurs. *A contrario*, le taux est plus élevé que la moyenne parmi les départements du littoral : 24,8 % en Vendée, 22,7 % dans les Landes et 21,5 % dans le Var (*Carte A*).

En Île-de-France, le recours à l'AICI est hétérogène. Paris enregistre le plus faible taux de recours métropolitain (12,8 %). De même, les Hauts-de-Seine affichent un taux relativement mesuré (14,0 %). Le taux de recours à l'AICI est *a contrario* sensiblement plus élevé en deuxième couronne dans les départements de Seine-et-Marne (21,9 %), de l'Essonne (21,4 %) et du Val d'Oise (20,4 %).

ÉCLAIRAGE 2 : l'AICI des Organismes de Services à la personne en 2023

Près de 9 400 Organismes de services à la personne adhérentes à l'AICI fin 2023

Depuis la mise en place de l'AICI en 2022, les Organismes de services à la personne (OSP) adhèrent progressivement à ce dispositif pour en faire bénéficier leurs clients. Fin 2023, on compte 9 383 adhérents à l'AICI sur un peu plus de 60 000 OSP dénombrés par la Direction générale des entreprises (DGE) au 1er janvier 2023. A la même date, 692 000 clients des OSP avaient demandé à bénéficier du dispositif de l'AICI.

Au quatrième trimestre 2023, on compte 6 984 OSP adhérents actifs (ils ont émis une facture au titre de l'AICI). La très grande majorité d'entre eux interviennent directement chez les clients (6 892), alors que 92 mettent en relation des clients et d'autres professionnels prestataires de services (petites entreprises ou auto-entrepreneurs). Ces derniers, qui sont notamment des plateformes de mise en relation ou des coopératives, représentent un total de 9 953 d'intervenants « mis en relation » dont 3 638 auto-entrepreneurs (*tableau D*). Au total, ce sont donc 16 845 entreprises, dont 21,6 % d'auto-entrepreneurs, qui interviennent auprès de clients bénéficiant de l'AICI.

Les adhérents à l'AICI sont majoritairement des entreprises employeuses affiliées au régime général (5 024), un quart étant des travailleurs indépendants non employeurs (1 568) et une petite minorité (394) des d'employeurs affiliés à un autre régime.

Au quatrième trimestre 2023, les OSP adhérant pour leur propre compte ont déclaré 263,4 millions d'euros de prestations facturées auprès de 351 000 clients, tandis que les OSP ayant un rôle d'intermédiaire ont déclaré 60 millions d'euros facturées auprès de 75 000 clients.

Moins de 20 % des OSP adhérentes déclarent près des trois quarts des montants soumis à l'AICI

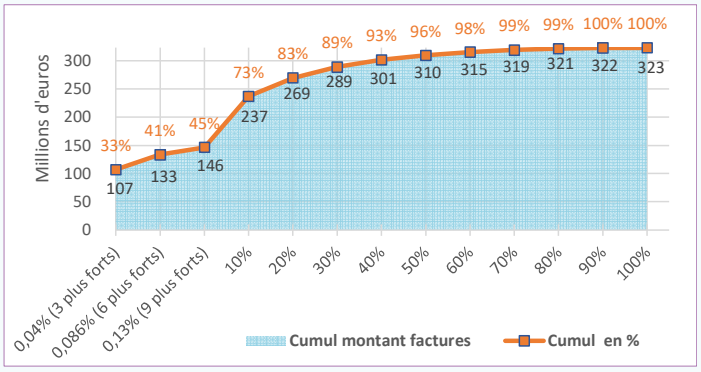
Trois OSP, soit 0,04 % de l'ensemble des structures adhérentes actives au quatrième trimestre 2023, concentrent un tiers des montants des facturations soumis à l'AICI (*graphique B*). Et près

TABLEAU D : répartition du nombre d'OSP adhérentes actives et des montants facturés selon la catégorie de structure

Situation au quatrième trimestre 2023	Catégorie de structure adhérente			
	Employeurs affiliés au régime général	Travailleurs Indépendants non employeurs	Employeurs autre régime (MSA…)	Total
Nombre total de structures adhérentes actives (3)=(1)+(2)	**5 024**	**1 566**	**394**	**6 984**
dont OSP déclarant pour leur compte (1)	4 960	1 553	379	6 892
dont OSP déclarant pour d'autres (2)	64	13	15	92
Nombre d'intervenants mis en relation * (4)	**9 379**	**139**	**435**	**9 953**
dont auto-entrepreneurs	3 514	48	76	3 638
Nombre total d'intervenants (5)=(1)+(4)	**14 339**	**1 692**	**814**	**16 845**
Nombre de clients	**394 025**	**18 018**	**13 760**	**425 803**
dont OSP déclarant pour leur compte	324 753	17 112	8 751	350 616
dont OSP déclarant pour d'autres	69 272	906	5 009	75 187
Montant des factures total (M€)	**297,8**	**11,6**	**13,4**	**322,9**
dont OSP déclarant pour leur compte	244,6	10,8	7,9	263,4
dont OSP déclarant pour d'autres	53,2	0,8	5,5	59,5

Source : Urssaf, service Cesu

GRAPHIQUE B : distribution des montants facturés par les OSP au quatrième trimestre 2023



Lecture: les 6 établissements facturant les plus gros montants d'AICI représentent 41% du montant total de facturations, soit 133 millions d'euros.

Source : Urssaf

des trois quarts du total des facturations sont déclarées par 20 % des structures adhérentes. *A contrario*, 4 % du montant total facturé est déclaré par la moitié des OSP adhérentes.

Sur l'ensemble de l'année 2023, 589 000 clients des organismes de services à la personne ont bénéficié de l'AICI

Sur l'année 2023, ce sont 589 000 clients des OSP qui ont effectivement bénéficié de l'AICI, pour un total de 6,26 millions de factures représentant un montant global de 953 millions d'euros (*tableau E*).

Les entreprises peuvent facturer leurs prestations soit à l'heure, soit au forfait. Les prestations à l'heure représentent près de deux tiers des prestations déclarées, pour un montant de 658 millions d'euros, soit 69 % du total des montants facturés (*tableau E*).

Le montant moyen d'une prestation est de 152 €. Il est plus élevé pour les prestations à l'heure (166 €) que pour les prestations au forfait (129 €). Le taux horaire moyen des prestations à l'heure est de 31,8 euros.

Plus de 60 % des prestations concernent une activité de ménage - repassage

Le ménage–repassage représente 62,2 % du nombre de prestations et 52,0 % du montant des factures déclarées (*tableau F*). Viennent ensuite le soutien scolaire (resp. 20,0 % en nombre et 19,1 % en montant) et le jardinage (resp. 6,9 % et 18,8 %).

TABLEAU E : les clients des organismes de services à la personne bénéficiant de l'AICI en emploi indirect en 2023

	Type de prestation		Total
	A l'heure	Au forfait*	
Nombre de clients (milliers)	421	414	589
Montant des prestations TTC (millions d'euros)	657,8 69%	295,5 31%	953,3 100%
Nombre de prestations (milliers)	3 957 63%	2 284 36%	6 264 100%
Nombre d'heures (milliers, pour les prestations à l'heure)	20 717	-	-
Taux horaire des prestations à l'heure	31,8	-	-
Montant moyen par prestation (euros)	166	129	152
Montant moyen par client avant AICI (euros)	1568	707	1 617

Source : Urssaf, Service Cesu

Les activités d'assistance administrative, de jardinage et de préparation de repas sont celles dont le montant moyen est le plus élevé (respectivement 578 €, 414 € et 388 €). Les deux premières sont très majoritairement facturées au forfait (85,1 % et 75,0 % des prestations respectivement) alors que la troisième est facturée à l'heure dans environ 70 % des cas, comme les activités de soutien scolaire.

L'amplitude des taux horaires des prestations facturées à l'heure est très large. De l'ordre de 12 à 13 euros pour les activités d'accompagnement des enfants de plus de 6 ans, la livraison de courses et la livraison de repas, le taux horaire atteint 88 euros pour l'assistance administrative.

TABLEAU F : nombre de clients et montants facturés soumis à l'AICI selon l'activité déclarée par les OSP en 2023

Libellé activité	Nombre de clients		Nombre de factures	Montant des factures (euros)		Nombre de prestations		Part des prestations à l'heure	Taux horaire prestations à l'heure	Montant moyen par prestation (euros)
Aide humaine	16 871	2,5%	95 277	46 057 446	4,8%	165 781	2,6%	72,0%	30,2	278
Assistance administrative	6 775	1,0%	14 769	10 123 663	1,1%	17 520	0,3%	14,9%	88,4	578
Aide humaine aux personnes avec invalidité temp.	1 747	0,3%	10 056	2 967 723	0,3%	18 485	0,3%	9,0%	28,2	161
Accompagnement aux déplacements de personnes	1 825	0,3%	7 196	1 958 809	0,2%	11 261	0,2%	54,5%	19,4	174
Preparation de repas	721	0,1%	4 239	1 896 176	0,2%	4 890	0,1%	69,5%	25,1	388
Assistance informatique	4 757	0,7%	9 696	1 628 472	0,2%	10 453	0,2%	34,9%	53,1	156
Livraison de repas	2 141	0,3%	9 957	1 435 276	0,2%	12 796	0,2%	67,9%	12,7	112
Teleassistance	488	0,1%	3 194	215 417	0,0%	4 041	0,1%	8,7%	17,4	53
Accompagnement aux déplacements de personnes avec invalidité temporaire	283	0,0%	949	115 615	0,0%	1 240	0,0%	69,4%	7,5	93
Sous total Assistance au quotidien	**35 608**	**5,3%**	**155 333**	**66 398 596**	**7,0%**	**246 467**	**3,9%**	**59,5%**	**30,1**	**269**
Soutien scolaire	154 220	22,8%	1 013 662	182 508 444	19,1%	1 248 553	19,9%	70,9%	50,2	146
Sous total Cours particuliers	**154 220**	**22,8%**	**1 013 662**	**182 508 444**	**19,1%**	**1 248 553**	**19,9%**	**70,9%**	**50,2**	**146**
Menage - repassage	292 263	43,1%	2 353 593	495 409 865	52,0%	3 895 191	62,2%	63,4%	29,6	127
Jardinage	129 947	19,2%	346 615	179 109 172	18,8%	433 183	6,9%	25,0%	56,2	413
Petit bricolage	4 634	0,7%	7 964	1 570 840	0,2%	9 461	0,2%	56,2%	34,2	166
Collecte et livraison de linge	917	0,1%	6 262	1 010 387	0,1%	11 566	0,2%	94,9%	13,9	87
Gardiennage	784	0,1%	3 639	479 601	0,1%	4 154	0,1%	21,5%	26,5	115
Livraison de courses	457	0,1%	2 004	131 531	0,0%	2 184	0,0%	47,3%	12,2	60
Sous-total Entretien du domicile	**429 002**	**63,3%**	**2 720 077**	**677 711 396**	**71,1%**	**4 355 739**	**69,5%**	**59,6%**	**30,5**	**156**
Garde d' enfant + 6 ans	8 903	1,3%	40 945	17 954 403	1,9%	65 093	1,0%	60,6%	22,6	276
Garde d'enfant handicape	320	0,0%	1 186	532 984	0,1%	1 773	0,0%	75,4%	26,2	301
Accompagnement d'enfant + 6 ans	566	0,1%	2 072	421 869	0,0%	2 386	0,0%	56,8%	12,0	177
Sous total Garde d'enfants	**9 789**	**1,4%**	**44 203**	**18 909 256**	**2,0%**	**69 252**	**1,1%**	**60,8%**	**22,0**	**273**
Intermédiation *	**41 315**	**6,1%**	**303 316**	**6 416 333**	**0,7%**	**307 092**	**4,9%**	**89,4%**	**7,3**	**21**
Autres	**7 544**	**1,1%**	**31 492**	**1 379 621**	**0,1%**	**36 991**	**0,6%**	**36,5%**	**5,4**	**37**
Total	**677 478**	**100,0%**	**4 268 083**	**953 323 644**	**100,0%**	**6 264 094**	**100,0%**	**63,2%**	**31,8**	**152**
Total clients distincts	**588 096**									

* « activités d'intermédiation qui ont pour objet d'aboutir à la délivrance d'un service au domicile de la personne, dans le cadre d'une mise en relation entre des OSP agréés, autorisés et/ou déclarés et les particuliers à la recherche d'un prestataire. Cette mise en relation ne peut être assimilée à de la sous-traitance » (Circulaire du ministère de l'économie et des finances du 11 avril 2019 relative aux activités de services à la personne : déclaration et agrément des organismes de services à la personne).

Source : Urssaf, Service Cesu

Les publications statistiques de l'Urssaf Caisse nationale et de son réseau sont consultables en ligne sur **www.urssaf.org** dans la rubrique Observatoire économique. On y trouve aussi des précisions sur les sources et les méthodologies. Des données, ainsi que des datavisualisations, sont en outre disponibles sur l'espace « open data » du portail **open.urssaf.fr**.

ENCADRÉ 1

l'Avance Immédiate de crédit d'impôt (AICI)

Depuis janvier 2022, les particuliers employeurs peuvent bénéficier du service d'avance immédiate de crédit d'impôt (AICI) s'ils ont recours à l'emploi direct d'un salarié à domicile de manière autonome via le Cesu. Chaque mois, ce crédit est déduit du coût global de ce recours. Depuis mi-juin 2022, il est aussi utilisable par les personnes qui font appel à un organisme mandataire (qui intermédie la relation) ou un organisme prestataire de services à la personne (société ou association qui emploie et rémunère les salariés mis à disposition des particuliers pour travailler à leur domicile, en contrepartie d'une facturation). D'abord réservée aux « services du quotidien » (ménage, bricolage, jardinage, cours particuliers…), l'AICI est depuis le 20 septembre 2022 utilisable pour les services de garde d'enfant de plus de 6 ans.

Si l'employeur utilise le Cesu, il ne peut activer l'AICI qu'après avoir adhéré au dispositif Cesu+, qui confie au Centre Cesu l'intégralité du processus de rémunération du salarié, avec son accord. Afin de proposer l'AICI au particulier, l'organisme prestataire ou mandataire doit au préalable avoir été habilité au dispositif. Il est rappelé que l'Avance immédiate est optionnelle et gratuite.

Les prestataires déclarent et payent les cotisations sociales des intervenants dans le cadre du processus de la Déclaration sociale nominative (DSN) applicable à toutes les entreprises. Dans le cas où le particulier passe par un mandataire, il garde son statut d'employeur direct, la formalité déclarative étant quant à elle prise en charge par le mandataire via la déclaration nominative simplifiée (DNS). Depuis 2022, on observe une nette hausse du nombre de comptes DNS mandataires actifs, après de nombreuses années de baisse (si l'on excepte la hausse de 2021 qui corrigeait la forte diminution enregistrée en 2020 dans un contexte de crise Covid).

Le montant du crédit d'impôt pour services à la personne est égal à 50 % des dépenses globales, charges sociales comprises, prises dans la limite de 12 000 € par an. Ce dernier plafond est en outre majoré à 20 000 € quand un des membres du foyer fiscal vivant dans le logement souffre d'une invalidité obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour la vie quotidienne (*art. D133-13-11-1 du Code de la Sécurité Sociale*).

ENCADRÉ 2

les exonérations de cotisation sociales

Depuis le début des années 90, le développement de dispositions législatives en faveur de l'emploi de personnel de maison, qui s'est notamment traduit par une forte progression des montants de cotisations exonérées, a contribué à abaisser le coût du travail des emplois à domicile. Que l'employeur utilise la DNS, le Cesu ou la Paje, l'emploi d'un salarié à domicile peut ouvrir droit à une exonération totale des cotisations patronales de Sécurité sociale dans certains cas (liée à l'âge ou à la nécessité de recourir à une aide extérieure pour accomplir les actes de la vie courante). Depuis le 1er janvier 2006, l'attribution de l'exonération pour les employeurs de plus de 70 ans est automatique.

Par ailleurs, la loi du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne, prévoyait une nouvelle mesure d'exonération. A compter du 1er janvier 2006, en choisissant l'option salaire réel pour le calcul de ses cotisations (plutôt qu'au forfait), l'employeur bénéficiait d'une réduction de 15 points du taux des cotisations patronales de sécurité sociale (maladie, vieillesse, famille et accident du travail). Cette réduction, qui a été supprimée le 1er janvier 2011, correspondait à une diminution de près de 50 % du taux des cotisations patronales de Sécurité sociale. Toutefois, elle ne s'appliquait ni aux autres cotisations patronales (retraite complémentaire, autonomie (CSA), chômage), ni aux cotisations salariales. Elle ne concernait pas non plus les employeurs bénéficiant déjà d'une des exonérations accordées dans le cadre de l'embauche d'un salarié à domicile (plus de 70 ans, handicapés, Apa…).

La déclaration au forfait permettait à l'employeur de cotiser sur la base du Smic mensuel. Elle a été supprimée le 1er janvier 2013 (excepté dans les Dom) au profit d'une réduction de 75 centimes par heure travaillée non cumulable avec d'autres exonérations (contrairement au dispositif du forfait). Il s'agit d'une déduction sur le nombre d'heures effectivement travaillées, c'est-à-dire hors congés payés. Elle concerne les employeurs à domicile, donc hors assistants maternels. Au 1er janvier 2015, la déduction a été portée à 1,5 euro pour l'emploi d'une garde d'enfant de 6 à 13 ans dans le cadre de Pajemploi. Depuis le 1er décembre 2015, le montant de la déduction est de 2 euros quel que soit l'activité.

Pour approfondir

- « Les particuliers employeurs au deuxième trimestre 2024 », *Stat'Ur n°390*, juillet 2024.
- « En 2022, le nombre de particuliers employeurs progresse à nouveau et le volume d'heures déclaré se stabilise », *Stat'Ur n°374*, janvier 2024.

Sources et méthodologie

Les données présentées dans cette publication sont sur le champ France entière, exceptées celles concernant les dispositifs d'exonérations qui, elles, ne portent que sur la métropole.

La convention collective nationale des salariés du particulier employeur stipule que « le caractère spécifique de cette profession est de s'exercer au domicile privé du particulier employeur ». Les principales activités qui en relèvent sont les emplois d'aide ménagère, de garde malade (à l'exclusion des soins), d'aide pour personne âgée, de soutien scolaire, et de garde d'enfant au domicile du particulier employeur. De ce fait, les assistants maternels, ne gardant pas les enfants au domicile de l'employeur, ne sont pas considérées comme des salariés à domicile. L'assistante maternelle est une professionnelle de la petite enfance pouvant accueillir à son domicile jusqu'à trois enfants généralement âgés de moins de 6 ans. Elle doit avoir été agréée par le Président du conseil général après avis des services de la protection maternelle et infantile (PMI). Cette profession étant exercée à plus de 95 % par des femmes, le vocable assistante maternelle est ici privilégié.

Les employeurs dont le personnel de maison est salarié d'une association d'aide à domicile prestataire de service ne sont pas intégrés dans le champ d'analyse. A l'inverse, les employeurs qui passent par des associations mandataires (pour la recherche du salarié et/ou les formalités déclaratives) sont identifiables et comptabilisés.

L'emploi à domicile de certaines catégories de salariés (tels que les stagiaires aide-familiaux étrangers, les salariés au pair et les particuliers famille d'accueil) ne conduit pas nécessairement à un versement de salaire et/ou à une déclaration de volume horaire. Dans ce cas, les salariés bénéficient d'avantages en nature et les employeurs utilisent des déclarations spécifiques basées sur des valeurs forfaitaires. De ce fait, les employeurs de tels salariés sont comptabilisés mais les informations relatives aux heures rémunérées et aux masses salariales ne les incluent pas.

Suivant le dispositif déclaratif utilisé et le type de service exercé par le salarié, les particuliers employeurs de personnel de maison sont distingués en trois groupes : les utilisateurs de la DNS, du Cesu, et les bénéficiaires de la Paje.

- **La déclaration nominative trimestrielle simplifiée (DNS)** est le système de déclaration le plus ancien. La DNS constituait le support obligatoire pour les bénéficiaires de l'Aged et de l'Afeama jusqu'à fin 2009, avant que les déclarations pour la garde d'enfant de moins de 6 ans se fassent auprès du Centre Pajemploi. Elle a été supprimée en Outre-mer le 1er octobre 2020 au profit du Cesu pour la plupart des publics hors mandataires (décret n°2019-613 2019-613 du 19 juin 2019). Elle est désormais principalement utilisée par les employeurs passant par une association mandataire.

- **Le chèque emploi service universel (Cesu)**, mis en place le 1er janvier 2006 dans le cadre de la loi de développement des services à la personne, permet de simplifier les formalités administratives liées à l'embauche, à la rémunération et à la déclaration d'un salarié à domicile. Il se décline sous la forme du Cesu déclaratif (dit « bancaire » autrefois) et du Cesu préfinancé par les entreprises. Dans les deux cas, il est accompagné de volets sociaux comportant notamment des informations sur le salaire horaire net et la durée de la période d'emploi. L'exploitation de ces volets par le service Cesu permet de calculer et de prélever les cotisations à la charge de l'employeur, d'établir les attestations de salaire destinées aux salariés et de transmettre aux partenaires les informations permettant l'ouverture des droits maladie, vieillesse et chômage des salariés. Depuis le dernier trimestre 2021, les volets sociaux précisent l'activité exercée.

- **La prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)**, qui a vu le jour le 1er janvier 2004, s'est accompagnée de la mise en place d'un mode de recouvrement particulier proche de celui du Cesu. Tous les mois, l'employeur doit faire une déclaration au service Pajemploi qui calcule les cotisations prises en charge par la branche famille et éventuellement à la charge de l'employeur ainsi que le versement des prestations. Le service Pajemploi établit les bulletins de salaire, transmet aux partenaires les informations permettant l'ouverture des droits maladie, vieillesse, chômage du salarié. Il verse aux employeurs les aides complémentaires relatives à la prise en charge partielle du salaire versé à la garde d'enfant et des cotisations.

Le titre de travail simplifié (TTS), créé en 2000, a été supprimé par la loi de financement de la Sécurité sociale de 2014. Il était destiné à simplifier les formalités sociales liées à l'emploi de salariés dans les Drom. La déclaration se faisait via des volets sociaux dont le format était similaire à celui du Cesu. Il a été remplacé le 1er janvier 2014 par le chèque emploi service universel.

Quel que soit le dispositif, les cotisations chômage et Ircem sont recouvrées en même temps que les cotisations de Sécurité sociale par la branche recouvrement qui sert donc de ce fait de guichet unique.

Cette publication comptabilise des comptes de cotisants et non des individus. Un même employeur peut employer plusieurs salariés et donc utiliser plusieurs modes de déclaration, et ainsi être comptabilisé à la fois en DNS, Cesu et Paje au cours d'une même période. Pour chacune des sources, le nombre d'employeurs actifs au cours de l'année (respectivement du trimestre) correspond au nombre de comptes employeurs pour lesquels au moins une déclaration a été adressée au titre de l'année (resp. le trimestre). En raison d' « identifiants employeurs » différents entre les sources, il n'est pas possible d'avoir une vision consolidée au niveau de l'individu employeur. Les nombres globaux de particuliers employeurs actifs affichés sont donc surévalués. Cette approche par comptes employeurs est aussi retenue pour les employeurs utilisant le dispositif Paje afin d'assurer l'homogénéité des concepts : les utilisateurs de la Paje à la fois pour l'emploi d'une garde d'enfant à domicile et l'emploi d'une assistante maternelle sont comptés deux fois ; en 2022, on en dénombre près de 18 000.

Le tableau ci-dessous permet de comparer, pour le Cesu, les comptages trimestriel et annuel.

Effectifs annuels et trimestriels du Cesu (hors Dom)

En milliers	2022	2023	Evolution
Quatrième trimestre de l'année	1 611	1 619	+ 0,5 %
Année complète	1 901	1 912	+ 0,6 %

Source : Urssaf, Service Cesu

Enfin, dans le cadre du Cesu, les congés annuels sont rémunérés sous la forme d'une majoration de 10 % du salaire versé. En revanche, les particuliers utilisant la DNS versent un salaire et font une déclaration correspondant à la période des congés. **Afin d'homogénéiser les nombres d'heures de ces deux modes déclaratifs, le nombre d'heures déclarées par le Cesu est augmenté de 10 %. Il s'agit donc un nombre d'heures rémunérées et non d'un nombre d'heures travaillées.**

Urssaf Caisse nationale

ISSN 1636-4201 – Urssaf Caisse nationale – 36, rue de Valmy - 93 108 Montreuil Cedex – Tél. : 01 77 93 65 00 – Directeur de la publication : Yann-Gaël Amghar - Rédacteur en chef : Alain Gubian – Responsable éditorial : Cyrille Hagneré – Réalisation : Direction des Statistiques, des Etudes et de la Prévision. La collection Stat'ur est consultable en ligne sur www.urssaf.org dans la rubrique Observatoire économique – Pour toute demande : disep-service.statistique@acoss.fr – Impression Hélio service